

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral du 19 juillet 2022 portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III :

Vu le code de l'environnement :

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 28 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Emmanuel BERTHIER, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2022 portant subdélégation de signature à M. Thierry ALEXANDRE et Mme Aurélie MESTRES, respectivement directeur adjoint et directrice adjointe de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne :

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2022-009880 relatif au projet de création de deux cellules commerciales et aménagement du parking associé, sur le territoire de la commune de Lesneven, déposé par SCI RDB, reçu le 19 mai 2022 et considéré complet le 10 juin 2022 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 41° Aire de stationnement ouverte au public » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- création de deux cellules commerciales Biocoop (600 m²) et Action (1 200 m²);
- le magasin Biocoop existant sur la même zone commerciale sera déplacé et ses bâtiments vendus pour être affectés à un nouvel usage commercial;
- aménagement de 115 emplacements de stationnement ;
- le tout sur un terrain d'assiette de 6 900 m².

Considérant la localisation de ce projet :

- au sein de la zone commerciale Bel Air ;
- sur une ancienne friche à proximité d'un espace boisé classé ;

 en situation d'entrée de ville, sur un secteur couvert par une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune.

Considérant que :

- la parcelle a été défrichée les années précédentes et ne présente pas d'intérêt écologique particulier dans son état actuel;
- l'aménagement respecte les préconisations de l'OAP à vocation environnementale, notamment la préservation d'une frange non bâtie le long de l'espace boisé classé et la gestion alternative des eaux pluviales (stationnement en matériaux perméables, infiltration des eaux de toitures);
- les aménagements s'intégreront dans un paysage façonné par la vocation commerciale du secteur, et seront en partie masqués par le bâti existant;
- les activités prévues sur le site, de par leur ampleur modérée et leur restriction aux horaires de journée, ne devraient pas générer de nuisances sonores excessives pour les riverains.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête:

Article 1er

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création de deux cellules commerciales et aménagement du parking associé à Lesneven (29) est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Eric FISSE

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchique):

DREAL Bretagne Service CoPrEv Bâtiment l'Armorique 10, rue Maurice Fabre CS 96515 35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique:

Mme la ministre de la transition écologique

Recours contentieux:

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes Hôtel de Bizien 3, Contour de la Motte CS 44416 35044 Rennes cedex